



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 123 - Mars/Avril 2004

La guerre au Darfour Des mensonges de Béchir aux pourparlers de Paix

Rappelons les chiffres : sur une population de 6 millions d'habitants, tous musulmans, depuis la guerre, 730 000 déplacés à l'intérieur du Darfour, 110 000 réfugiés au Tchad. La guerre date de février 2003, le nettoyage ethnique par les tribus arabes armées par Khartoum au détriment de la population africaine, de 20 ans. Faudra-t-il que le gouvernement, comme il l'a fait au Sud, passe pendant 20 autres années du dénigrement de l'adversaire à la négation des faits les plus avérés, à l'interdiction d'aide étrangère, puis aux faux pourparlers de paix, avant de parler paix sérieusement ? Jusqu'à récemment « il a agi avec impunité au Darfour, confiant, selon John Prendergast, que la communauté internationale ne réagirait pas avec force de peur de porter préjudice aux pourparlers de l'IGAD ».

Le 9 février, Béchir déclarait que « les Forces Armées, d'autres forces régulières et les Forces Populaires de Défense [avaient] mis fin à la violence et à l'anarchie » au Darfour. Cette annonce venait après une offensive de trois semaines - le temps où Taha avait abandonné les pourparlers du Sud pour se rendre en pèlerinage à la Mecque. Les deux forces rebelles n'avaient perdu que quelques plumes aussi se sont-elles étonnées ; bien au contraire, les combats sont « quotidiens ». Un membre britannique du Parlement européen, Richard Howit, s'est rendu au Darfour, puis un administrateur adjoint de l'USAID, l'Américain Roger Winter; leur témoignage est clair, le nettoyage ethnique continue ; pour MSF le nombre de réfugiés est en augmentation, et pour un officiel des Nations-Unies, fin février, 38 000 réfugiés soudanais venaient d'arriver au Tchad. A dos d'âne, ils fuyaient les bombardements de l'aviation soudanaise et les attaques de villages avec incendies, viols, pendaisons de gens soupçonnés d'aider les rebelles, arbres abattus, pillages du grain et des pompes d'irrigation, marchés fermés. C'est l'oeuvre des milices *janjaweed* conjuguées aux Forces Armées. Cela continue de plus en plus. S'éternisent aussi au Darfour, les arrestations et mises au secret de civils. Des dizaines n'ont pas été identifiés ; l'ont été un avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme, un membre du Parlement et un vétérinaire. Les deux derniers auraient été torturés. Curieusement le Ministre des affaires humanitaires déclara que l'armée était positionnée pour empêcher d'autres réfugiés de se rendre au Tchad. Pourquoi iraient-ils s'il y avait la paix ? Avec cela Béchir a ajouté : « nos Forces Armées sont prêtes à dissuader quiconque menacerait la sécurité de nos concitoyens ». Elles devraient dissuader les trop fameuses milices *janjaweed*.

Mêmes mensonges sur la situation humanitaire. Selon Béchir, l'on doit « s'occuper immédiatement des déplacés » [puisque les combats sont achevés !]. Pour son ministre des affaires humanitaires l'étranger « exagère » les problèmes. Il y a eu une amélioration disent les Nations-Unies, fin février 25% de la population a pu être assistée contre seulement 15% début février. Cela ne s'est pas amendé depuis. Récemment les autorités n'autorisent les travailleurs humanitaires à se rendre que dans trois villes et quelques corridors humanitaires. D'ailleurs certaines personnes déplacées ont demandé aux ONG de ne pas les assister. Cette aide ne fait qu'attirer les *janjaweed*. Khartoum a refusé l'offre d'une ONG, le Centre Henri Dunant, pour le Dialogue Humanitaire, de se rendre à des pourparlers à Genève pour discuter d'accès humanitaire : « les rebelles recherchent la publicité... nous n'avons aucune garantie qu'ils tiendraient leurs promesses » etc..

Dédaignant toute médiation après sa « victoire », le gouvernement a voulu organiser à Khartoum une conférence de réconciliation nationale du Darfour. Or depuis longtemps, les rebelles ne veulent pas de pourparlers sans présence internationale occidentale, et réclament une discussion, comme avec l'ALPS au Sud, sur le partage du pouvoir et des richesses. Les rebelles ont refusé l'invitation.

Alors le tchadien Déby, sentit le vent tourner. Ses officiers supérieurs ne cachaient plus leur sympathie pour les rebelles du Darfour, il aurait l'appui américain et français. Il invita le Soudan - qui n'en était guère heureux, à une conférence de réconciliation nationale à N'Djaména. Selon le périodique parisien *Très Très Urgent*, Villepin aurait en effet obtenu l'accord de Colin Powell sur cette initiative qui prévoit un contrôle international. Déjà environ 20 pays, dont l'Egypte, auraient indiqué au Secrétaire Général des Nations-Unies qu'ils étaient prêts à prendre part à une telle force. Ce qui, ajouté à la crainte d'avoir contre lui l'axe Paris-Berlin aurait persuadé Béchir d'accepter l'invitation.

De véritables pourparlers à N'Djaména devraient commencer incessamment en présence de l'Union Africaine, médiateurs européens - principalement français et anglais - ainsi qu' américains.

Bételgeuse

DERNIERE HEURE

Le gouvernement soudanais a refusé d'assister à la cérémonie d'ouverture des pourparlers de N'Djaména, à cause de la présence d'observateurs étrangers, mais participerait aux travaux.

Tourabi a été arrêté à Khartoum ainsi que des membres de son parti et 10 officiers surtout originaires du Darfour. Ils sont accusés de soutien aux rebelles du Darfour et de tentative de coup d'Etat ce que Tourabi nie.

S O M M A I R E

La guerre au Darfour	
Des mensonges de Béchir...	p. 1
<i>Bételgeuse</i>	
Le Tchad et le conflit au Darfour <i>IRIN</i>	p. 2
Paix	
L'Est Négligé <i>IRIN</i>	p. 3
Une question d'identité <i>Simone Dumoulin</i>	p. 3
Droits de l'homme	
Femmes du Sud <i>IRIN</i>	p. 6
Pétrole et Economie	p. 5
Les eaux du Nil	p. 5
Affaires Etrangères	p. 4
Militaire	p. 2
Opposition	p. 8
Terrorisme	p. 8

MILITAIRE

Selon des sources diplomatiques occidentales, reprises et dévolées par le journal londonien *Al Shark al Awsat*, Khartoum s'est procuré **12 avions de chasse soviétiques en Ukraine**. Deux avions seraient arrivés au Soudan le 29 décembre 2003 et deux autres le 29 janvier 2004. L'Ukraine aurait également vendu « de l'artillerie et autres équipements » (Middle East on line Mar 032004).

Le Soudan et la **Malaisie** ont signé le 16 février un **mémoire d'entente** qui prépare une coopération des deux Etats en matière de défense. Il s'agirait de permettre à des Soudanais de participer aux programmes malais d'entraînement. Les deux Etats pourraient coopérer dans les industries de défense (Bernama 17 02).

Selon le Washington Post, la Chine aurait déployé **4000 soldats** au Sud-Soudan (Washington Times 05 03). Des sources VS rapportent que **la Chine** aurait également basé à Bentiu **34 hélicoptères**. Ces forces seraient destinées à protéger les champs pétrolifères et l'oléoduc. Ces nouvelles ont été déclarées sans fondement par l'ambassadeur du Soudan aux Pays-Bas le 09 03.

Le ministre de la Défense soudanais a indiqué lors d'une interview donnée au journal saoudien *Okaz*, son espoir que le Soudan **signerait un accord de défense avec l'Egypte** et avec des pays arabes. (Sudan Tribune 25 04).

Selon une déclaration commune la milice pro-gouvernementale **Force de Défense de l'Equatoria (EDF) a fusionné avec l'ALPS** (dpa 05 03). D'après l'accord sur la sécurité, les milices devront être supprimées le jour de la paix et laisser place aux seules armées gouvernementales et ALPS. Par cette **fusion l'EDF fera partie de l'ALPS et ne sera donc pas supprimée**.

Dans la région de Malakal, des combats ont repris entre troupes gouvernementales, milices et ALPS. Des villages ont été attaqués par des milices. La capitale du roi Shillouk, Alak, a été très endommagée, des maisons brûlées et du bétail pillé (DPA 14 03). Le chef Shillouk Lam Akol s'est réconcilié avec l'ALPS, mais certains de ses hommes n'en sont pas d'accord. Se sont mêlés aux combats plusieurs milices pro-gouvernementales dont celle de Paolino Matiep venue de Bentiu.

LE TCHAD ET LE CONFLIT AU DARFOUR

(IRIN, traduit et abrégé par *Vigilance Soudan*)

Le conflit datant d'un an a créé une crise humanitaire qui a débordé dans le Tchad voisin ; quelques observateurs s'inquiètent sur la stabilité de la région. Les attaques dévastatrices au Darfour sont de nature ethnique. Principalement les Four, les Massalit et les Zaghawa, -dont les mouvements rebelles émergent- sont systématiquement attaqués, tués, forcés hors de leur terre, violés et enlevés par des milices d'Arabes nomades et l'armée soudanaise. Les ethnies chevauchent la frontière, et la solidarité ethnique est une force plus puissante que la nationalité. Ceci peut donc conduire à une guerre régionale sur des bases ethniques.

Le rôle de médiation du Tchad

La médiation tchadienne entre le gouvernement soudanais et les rebelles a conduit à un cessez-le-feu tout nominal de septembre à décembre 2003. Le choix du président tchadien Déby, lui-même un Zaghawa comme médiateur fut jugé une bonne idée à cause de son ethnicité partagée avec certains rebelles et ses connexions avec le Darfour d'où il partit à la conquête du pouvoir en 1990, avec le consentement de Khartoum, comme son prédécesseur Hissein Habré l'avait fait avant lui en 1982. Mais son impartialité fut bientôt remise en question. Après que l'Armée de Libération du Soudan (ALS) et le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE) aient émergé en demandant des droits politiques et économiques, Déby s'est engagé à coopérer militairement avec le Président Béchir pour les écraser. Il a envoyé officiellement 500 soldats pour prendre part à des opérations jointes, mais le chiffre est probablement plus proche de 2000. [Selon des renseignements *Vigilance Soudan*, ces troupes n'auraient pas combattu car leurs officiers, Zaghawa, ont refusé]. Au moment du renouvellement du cessez-le-feu avec l'ALS, N'Djamena envoya à ces rebelles, politiquement inexpérimentés, 35 intellectuels du Darfour qui s'étaient réfugiés au Tchad. Puis Déby signa un accord avec Khartoum pour établir une force jointe pour arrêter la contrebande et les attaques à travers la frontière, ce qui permit l'extradition de groupes armés du Tchad. La longue frontière peu gardée permet aux milices d'attaquer les réfugiés en territoire tchadien et aux rebelles de s'y rendre. Les rebelles JEM dont les épouses sont parmi les réfugiés, traversent souvent la frontière pour aller les voir. Un humanitaire dit avoir vu un convoi d'entre eux traverser la frontière fin janvier dans vingt camions. Aussi le parti pris de Déby et son absence d'autorité à l'égard du Soudan ont conduit les deux groupes rebelles à demander la présence d'observateurs internationaux venus de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de France et des Etats africains voisins.

Liens ethniques des deux côtés de la frontière

Selon le dernier recensement tchadien de 1993, parmi les

16 groupes ethniques qui traversent la frontière on compte au Tchad 78 000 Zaghawa, 50 000 Massalit et plus de 760 000 Arabes nomades. Ce sont les contre-parties soudanaises de ces groupes [les recensements soudanais n'indiquent pas l'ethnie depuis l'indépendance VS] qui prennent part au conflit. Les groupes ethniques partagent les mêmes ressources, la même histoire, la même culture et des liens familiaux. Tinné est partagé en deux par un lit asséché de rivière qui sépare le Soudan du Tchad. [Cet oued sert de frontière la plupart du temps entre le Soudan et le Tchad. Il est plus large à Tinné où il mesure 500 mètres VS].

Les membres des tribus africaines tchadiennes ont été horrifiés par le traitement subi par leurs frères, et il semble que beaucoup les aident en collectant de l'argent pour acheter des armes et éventuellement en allant se battre à leurs côtés. On pense que certains membres de la garde présidentielle de Déby formée de Zaghawa dont beaucoup sont soudanais, participent au conflit.

Position précaire de Déby

Déby [qui est très malade VS] est pris entre son affinité ethnique avec les Zaghawa qui l'ont porté au pouvoir et ses relations avec Khartoum, militairement puissant. Sa position est devenue de plus en plus précaire. Quatre hommes ont été exécutés pour avoir assassiné le patron de la société Pétrolière du Tchad, un Soudanais proche de Béchir. Parmi eux, l'homme qui avait tramé le complot était un Zaghawa éminent qui s'attendait à l'impunité car les Zaghawa s'attendent à l'impunité. Cette exécution a aliéné à Déby beaucoup de ses supporters. Les bonnes relations avec le Soudan ont été plus importantes pour Déby. Quand un bombardement soudanais de Tinné, Tchad, tua 3 Tchadiens et en blessa 15, Déby fit peser le blâme sur les rebelles. « Si Déby soutient son clan ouvertement, le Soudan lui tombera dessus comme une tonne de briques, dit un observateur, s'il le fait secrètement, il risque d'apporter la guerre chez lui ». D'autre part, s'il ennuie Khartoum les rebelles tchadiens basés au Soudan pourraient obtenir un soutien accru de Khartoum.

« Les deux pays agissent de manière hypocrite, dit Assingar un défenseur tchadien des droits de l'homme ; chacun utilise les rebelles de l'autre pour l'attaquer. Je crains que le conflit ne déstabilise la paix relative que nous avons au Tchad.

Notes *Vigilance Soudan*

Le Tchad a aussi des problèmes sur la frontière du Niger avec les combattants salafistes « pour l'Appel et le Combat », ce pourquoi il a été aidé par les Américains (US European Command 15 03).

Un accord autorise l'armée tchadienne à pénétrer au Soudan quand ils chassent les rebelles. Cet accord a été utilisé pour récupérer du bétail que les Janjaweed avaient pillé aux réfugiés soudanais au Tchad (IRIN 16 03) !

L'Est négligé

IRIN (traduit et condensé par Vigilance Soudan)

Les groupes d'opposition à l'Est et l'Ouest du pays se plaignent de leur exclusion de l'accord de paix avec le Sud. Pour eux cela renforce la marginalisation dont ils disent avoir souffert depuis des années. Depuis un an, un important conflit dans l'Ouest acquiert de la force alors que les perspectives de paix Nord/Sud s'approchent. Les rebelles de l'Est qui se sont relativement tenus tranquilles ces derniers temps, menacent de se mobiliser à nouveau s'ils ne sont pas inclus dans le processus de paix.

Le fait que l'IGAD ait tenu des pourparlers parallèles avec le gouvernement sur le statut des trois régions - Monts Nouba, Nil Bleu Sud et Abyei - a encouragé les autres groupes régionaux. Justice Africa, un *think tank* basé à Londres, note que le Soudan Oriental, comme le Darfour ont la plus petite proportion de gens qui aient un poste au gouvernement central.

Un conflit est latent dans la région orientale parmi les Béja, un peuple musulman mais pas [de langue] arabe. Les Béja disent qu'ils n'ont jamais vu aucun signe du gouvernement, même pas des écoles ou des soins médicaux. Ils sont représentés par le Congrès Béja, qui est membre de l'Alliance Nationale Démocratique (AND), basée à Asmara. Selon Barqueen, un membre du Congrès Béja, 20% de la terre Béja serait sous contrôle AND. « Nous ne voulons pas la sécession mais

participer à un système fédéral, dit-il... Il n'y a pas eu de combats depuis deux mois pour donner au Gouvernement et au M/ALPS la possibilité de nous inclure... Nous n'attendons pas plus ».

Le gouvernement a rompu les négociations qu'il avait avec l'AND parce qu'elle avait admis dans son groupe l'ALS, un groupe rebelle du Darfour. La candidature de l'ALS fut d'ailleurs une démarche remarquable.

Le Président de la Sudan Alliance Force, le bras armé de l'AND dans l'Est, dit que les troupes se retiennent pour l'instant. « Nous voulons épuiser l'ennemi pour l'empêcher d'emmener ses forces à l'Ouest. Il existe une coordination avec les troupes de l'Ouest ». Ses forces sont prêtes à reprendre le combat à tout moment. Bien que son quartier général soit à Asmara il nie complètement avoir un soutien militaire du gouvernement érythréen. L'aide érythréenne vient sous formes de facilités, par exemple la Sudan Alliance Force peut utiliser les ports pour l'exportation de chameaux et de bétail.

La communauté internationale concentre tous ses espoirs sur les pourparlers au Kenya dans la conviction que si un accord est atteint qui mette fin à la plus longue rébellion du pays, toutes les autres s'évanouiront. Elles ne le feront pas.

Paix

UNE QUESTION D'IDENTITE

Depuis deux mois les pourparlers de paix stagnent. Ils butent sur l'une des trois régions - les Monts Nouba, le Nil Bleu Sud et Abyei - techniquement dans le Nord, mais où le Mouvement/Armée de Libération du Peuple Soudanais (M/ALPS) souhaite que puisse se décider par référendum l'appartenance au Nord ou au Sud. Il s'agit d'Abyei, au Sud Kordofan, peuplé de Dinkas. Ce référendum avait déjà été prévu pour Abyei par les accords d'Addis-Abbeba de 1973 : on n'en parla plus, ceux qui en reparlèrent se retrouvèrent emprisonnés et torturés. Beaucoup de chefs historiques de l'ALPS sont originaires d'Abyei. Plus récemment, Khartoum a déplacé beaucoup de ses habitants Dinka et les a remplacés par des nomades arabes *Misserya* qui y paissaient leurs troupeaux temporairement. Le MLPS demande le retour de ces déplacés avant un référendum. Mais Abyei est riche en pétrole, c'est le block quatre. Khartoum, jupitérien, ne fléchit pas. Si le Sud a aussi le pétrole d'Abyei, dit-il, il sera riche et pourra voter ultérieurement pour l'indépendance. Les Etats-Unis ont proposé un compromis. Pendant la période intérimaire, les gens de la région auraient des représentants à la fois dans le Nord et dans le Sud; les revenus pétroliers seraient eux aussi partagés entre Nord et Sud. Après quoi, les habitants choisiraient par référendum d'appartenir au Sud ou d'avoir un statut spécial. Bush, las de s'entendre indéfiniment promettre la paix « à la fin du mois » a téléphoné à Béchir et à Garang, leur lançant un quasi-ultimatum. La proposition américaine fut acceptée par le MLPS. L'opposition de l'intérieur à Khartoum a émis des réserves, peut-être sur suggestion gouvernementale.

Nous nous interrogeons. Le Soudan se livre-t-il volontairement à des attermoissements attendant d'abord les élections en Irak qui forceront les Américains à porter leur attention ailleurs, puis les élections américaines ? Un président démocrate ne bombarderait sûrement pas Khartoum.

Béchir commande beaucoup d'armes. Achats à l'Inde (*lire le dernier VS*), achat de 12 avions de chasse et autre matériel militaire russe à l'Ukraine, achat à la Chine de trente-deux hélicoptères basés à Bentiu (nouvelle non confirmée), un mémorandum d'entente avec la Malaisie sur l'armée, un espoir d'accord de défense avec l'Egypte et des pays arabes (*lire plus bas Militaire*). De plus, le Soudan avait fait deux emprunts à la Chine destinés à l'acquisition de pièces de rechange d'avions et de matériel militaire. Est-ce pour reprendre la guerre au Sud, pour la guerre au Darfour ou s'arme-t-il contre tout le Soudan?

Si la paix du Sud se faisait, une pluie de problèmes resterait à résoudre. Problème des milices pro-gouvernementales : il existe un dialogue Sud-Sud entre elles et l'ALPS qui souffre de l'absence de médiateurs. Il y a eu quelques succès notamment avec la Force de Défense de l'Equatoria qui intègre l'ALPS. Mais voit-on Paolino Matiep abandonner son pré carré des champs pétrolifères ? S'il ne le fait, les forces gouvernementales présentes dans le Sud en profiteraient. Problème de propriété de la terre. Bien que les accords sur le partage des richesses aient déjà été conclus, on en discuterait

encore. La difficulté vient de ce que d'après le droit soudanais du Nord, la terre appartient à l'Etat, sauf enregistrement extrêmement coûteux. De vastes étendues de terre, au Sud, dans les monts Nouba, dans le Haut-Nil Bleu, ont été louées par l'Etat à des habitants des islamistes des villes, pour en faire des fermes pluviales mécanisées. Les propriétaires traditionnels de ces terres se sont retrouvés ouvriers agricoles, et fort mécontents. Problème de démocratie enfin, le gouvernement a feint de promettre la démocratie avec un accord entre tous les partis pendant la période pré-intérimaire de six mois. Mais il a suspendu ses contacts avec l'Alliance Nationale Démocratique qui regroupe tous les partis d'opposition sauf l'Umma, pour avoir admis en son sein le Mouvement/Armée de Libération du Darfour. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. La ligne de repli du gouvernement est l'organisation dans ces six mois d'un référendum sur l'acceptation du traité de paix. Que ferait-il si la réponse était négative ? Prendra-t-il ses mesures pour que la réponse soit celle jugée désirable.

Le nuage très menaçant qui plane sur la paix dans l'immédiat est le problème du Darfour en guerre depuis plus d'un an. Le Darfour qui fut un Sultanat dès le XVIIème

siècle, le Darfour qui voit, sans y être inclus, une paix avec le Sud comportant trois régions du Nord défavorisées, et un partage du pouvoir et des richesses entre le Nord - qu'il comprend comme le centre Nord, centre traditionnel du pouvoir et de l'argent - et le Sud. Le Darfour dont l'exemple est une émulation pour les autres régions qui se jugent défavorisées. Le Darfour, la plus grande catastrophe humanitaire de notre temps, une guerre qui conduit à des violations de droits de l'homme comparables au Rwanda, selon Mukesh Kapila, Résident au Soudan des Nations-Unies.

Qui ajoute « Il n'y aura pas de paix au Soudan sans paix au Darfour ».

Au désir des partis de l'opposition de concourir aux pourparlers de paix, s'ajoute désormais celui de toutes les régions. Y aura-t-il vraiment une paix au Soudan sans que le problème des identités des Soudanais soit résolu ? Sans que l'Etat reconnaisse que le Soudan est un pays multi-racial, multi-culturel. Qu'à côté de la vallée du Nil près de Khartoum, existe un pays qui n'est pas arabe mais africain, dont la majorité des musulmans n'est pas islamiste.

Simone Dumoulin

Affaires étrangères

Les dépêches officielles ont été avares de détails concernant **l'issue des visites de Villepin au Tchad et au Soudan**. Selon Rasheed Saeed, un rédacteur bien informé du périodique *Très Très Urgent*, Villepin n'aurait pas pu convaincre N'Djamena de relancer la médiation, il aurait demandé à Khartoum l'arrêt des opérations militaires, le désarmement des milices [une bonne idée], la libre circulation de l'aide humanitaire et le retour des réfugiés [ce qui paraîtrait curieux puisque les réfugiés continuent d'affluer au Tchad, était-ce ironique ?]. De même source, le souci de Villepin aurait surtout été la stabilité du Tchad. La France, a-t-il dit, pourrait envoyer une force de maintien de la paix lorsque celle-ci est acquise. Elle s'est engagée à donner 30 millions d'euros comme aide humanitaire (dpa 20 02).

Villepin est venu au Soudan quand Béchir, voulant faire croire son offensive victorieuse, acceptait une conférence de réconciliation nationale du Darfour seulement à Khartoum. Aussi Villepin a-t-il dû vraisemblablement attendre son retour et l'échec de cette idée, pour pousser les pions des pourparlers de paix avec des médiateurs étrangers - dont français, à N'Djaména, à Khartoum et autres lieux. **Tous nos vœux.**

Les Emirats Arabes Unis ont une dispute avec l'Iran concernant la possession des îles du Golfe qui dominent l'approche du détroit d'Hormuz et dont l'Iran s'était saisi après que les Britanniques aient quitté la région. Le Soudan accuse l'Erythrée de soutenir les rebelles du

Darfour. Un certain nombre de groupe d'opposition érythréens en particulier des groupes islamiques, vivent au Soudan (AP 09 02).

La Turquie, l'Ethiopie, l'Iran et l'Erythrée ont demandé le statut d'observateurs auprès de la **Ligue Arabe**, ce à quoi s'opposent le Soudan et les Emirats Arabes Unis, car rien n'est prévu à ce propos dans les statuts de la Ligue. **Plus importantes sont les disputes entre ces pays et des Etats membres.**

Sept pays arabes ont des initiatives pour réformer la Ligue Arabe.

L'Egypte a appelé à la création d'un parlement arabe, d'un système de sécurité et à des amendements dans l'actuel système de vote.

L'Arabie Saoudite a appelé à la création d'une zone de libre échange, une union douanière et un marché commun. Le Soudan a appelé à soutenir les Irakiens et les Palestiniens.

Qatar se concentre sur la liberté d'expression et l'amélioration du processus d'éducation dans le monde arabe.

La Lybie souhaite que soit établi un Conseil Arabe de Sécurité et de Défense.

Le Yemen a fait un projet de constitution pour le monde arabe (MENA 12 02)

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

PÉTROLE ET ECONOMIE

Selon le **Programme Alimentaire Mondial**, une **moisson record de 6,3 millions de tonnes**, dont 82% de sorgho est attendue au Soudan cette année, plus de 63% de plus que l'an dernier et 47% de plus que la moyenne. Ceci est dû à de bonnes pluies, peu de maladies et à l'arrivée à temps des produits agricoles nécessaires. Les fermiers ont des difficultés, car avec l'abondance, les prix chutent complètement. De même le bétail est mieux qu'il ne l'a été depuis des années. Mais avec la guerre qui s'y déroule, le Darfour aura besoin d'aide (AFP 11 02 / Rome).

Le Soudan s'attend à voir sa **production pétrolière passer des 312 000 barils/jour actuels à 500 000 barils/jour** dans la seconde moitié de 2005 a déclaré le ministre de l'énergie. Ces augmentations seront dues aux champs de Melut, Haut-Nil Est, et aux champs de Beleilah dans l'Ouest Kordofan dont la production passera de 12 000 barils/jour à 40 000 barils/jour (AFP 29 02).

La Ligue Arabe a tenu sa première conférence d'investissement au Sud-Soudan, dont le but est de rendre l'unité plus attractive aux Sud-Soudanais (AFP 20 02). Cette conférence a demandé que lors de la conférence suivante, les dettes soudanaises à l'égard des Etats arabes soient effacées (MENA 20 02).

Le Ministre des Finances a déclaré que l'**accroissement du Produit National Brut**, de 5,8% en 2003, devrait s'élever à 6,5% en 2004. Pour ne pas avoir réglé sa dette, le Soudan a été exclu du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale en 1997. Le Ministre espère normaliser les relations du Soudan avec les deux institutions dans les 6 mois. « Nous ne devons pas trop dépendre des revenus pétroliers car les prix du pétrole sont fragiles » ; il s'attend à ce que les **revenus pétroliers participent à hauteur de 45%** aux revenus gouvernementaux. Le secteur non-pétrolier devrait être développé.

L'investissement direct au Soudan s'est accru à plus d'un milliard de dollars en 2003, de 600 000 dollars l'année précédente.

Avec la paix, le Soudan devrait voir effacer sa dette de 20,5 milliards de dollars à 90%.

Le volume des échanges commerciaux entre le Soudan et les Emirats Arabes Unis est passé de 50 millions de dollars en 2000 à 200 millions en 2003 (SUNA 21 02).

Les exportations britanniques au Soudan ont passé de 70 millions de Livres sterling en 2002 à 80 millions en 2003 (AP 0503).

L'Arabie Saoudite et le Soudan ont signé un accord de coopération agricole, soutenant l'établissement de projets d'investissement joints en matière de culture, de fourrage, de production animale, de recherche agricole, l'échange d'expérience scientifique et technique (SUNA 04 03).

Selon le ministre de l'industrie, le Soudan **exportera en Europe 200 000 tonnes de sucre** au cours des 3 années à venir (SUNA 04 03).

Les Etats-Unis changent de manière radicale leur aide aux pays en voie de développement sous l'autorité du Conseil d'administration du nouveau *Millenium challenge account*. Cela correspondrait à une augmentation générale de l'aide de 9%. Dans les pays aidés, le revenu par tête ne devra pas dépasser 1 415 dollars, ce qui exclura tous les pays d'Amérique latine sauf cinq. Les Etats choisis devront respecter les libertés civiles et administrer avec justice, ne pas être en guerre - ce qui exclut la Somalie et le Soudan-, investir pour leur population et établir la liberté économique. Les Etats-Unis ne dicteront pas comment l'aide doit être dépensée. Les critiques se sont manifestées. Beaucoup de l'accroissement correspond à l'aide pour reconstruire

l'Afghanistan et l'Irak. Le nouveau programme peut produire des inégalités, aidant magnifiquement une poignée de nations et abandonnant quelques-unes des plus nécessiteuses. Pour certains il s'agit de « verser de l'argent dans un trou à rats ». Les ONG remarquent que 400 millions de dollars d'aide ont été supprimés dans des domaines couvrant la survie de l'enfant et le planning familial.

Le Congrès qui traditionnellement préférait verser de l'argent aux Etats-Unis plutôt qu'à l'étranger, a changé d'optique depuis le 11 septembre en voyant les dangers posés par les Etats faibles et négligés. Certains analystes, toutefois, se demandent si ce plan durera au-delà des élections de novembre.

Un autre projet prévoit 15 milliards de dollars dans les cinq ans pour combattre le sida (The New York Time 22 02).

Partage des eaux du Nil

Un traité des **eaux du Nil** qui avait été signé par la Grande-Bretagne, puissance coloniale en 1929, interdit aux pays riverains d'utiliser les eaux du Nil et du lac Victoria sans l'autorisation de l'Egypte sauf pour la consommation des gens et des bêtes. Cet accord a été complété en 1959 par un traité entre l'Egypte et le Soudan qui donne à l'Egypte 55 milliards de mètres cubes d'eau et au Soudan 18 milliards. L'achèvement du canal de Jonglei au Sud-Soudan, interrompu à cause de la guerre, en desséchant une partie des marécages libérerait 16 milliards de mètres cubes d'eau à être partagés également entre le Soudan et l'Egypte.

L'Ouganda ne reconnaît pas ce traité et veut construire d'importants barrages hydro-électriques sur le Nil Blanc. La Tanzanie ne reconnaît pas non plus ce traité. Elle veut construire un aqueduc issu du lac Victoria pour acheminer de l'eau potable à 940 000 personnes. L'Ethiopie veut lancer de vastes projets d'irrigation sur le Nil Bleu pour contrer les effets de la sécheresse ainsi qu'un barrage hydro-électrique. L'Egypte qui sans le Nil serait un désert, a désormais une population qui s'élève à 72 millions et aurait besoin de 73 à 79 milliards de mètres cubes, est extrêmement inquiète de ces développements. « Cette position fâcheuse appelle à une intervention rapide pour écraser dans l'oeuf toute tentative pour réduire la part de l'Egypte » écrit le quotidien *Al Gomhouria*. (The Monitor, Ouganda, 13 02, The Guardian, Tanzanie, 14 02, AFP 21 02, AFP 26 02)

Un comité des dix nations riveraines du Nil s'est réuni en Ouganda pour étudier un nouveau partage des eaux. L'Egypte a tout d'abord déclaré : les pourparlers doivent s'occuper des « moyens de bénéficier des eaux du Nil qui sont perdues » et ne pas revoir la part de l'Egypte. Les autres Etats font remarquer que l'Egypte utilise aussi ses eaux à des fins commerciales (AFP 06 03 dpa 08 03 IRIN 9 03)

Enfin l'Egypte a adouci sa position, et ne s'oppose pas au projet tanzanien. On étudie l'agriculture pluviale dans les pays en amont avec éventuel financement arabe.

Une rencontre ministérielle doit avoir lieu en mai (Reuter 18/19 03, IPS 19 03, Xinhua 22/23 03)

Femmes et enfants en prison

Mary Deng, ce n'est pas son vrai nom, est en prison à Rumbeck en zone ALPS. Elle n'a pas été jugée, elle n'attend pas de jugement, elle n'a même pas été arrêtée. Elle a seulement demandé le divorce de son mari qui, en fait, est mort. La cour coutumière l'a condamnée à 8 jours de prison pour la faire changer d'avis, et si elle ne change pas d'avis elle aura encore 8 jours de prison. Mary refuse la coutume du lévirat qui oblige son beau-frère ou à la limite un autre membre de la famille de son mari, à l'épouser comme elle est veuve sans enfants, pour donner une postérité au défunt. Le problème vient des vaches que la famille de son mari a dû donner à sa famille lors du mariage et que cette dernière devra retourner si Mary n'épouse pas son beau-frère. Selon Monyluak Kuol, *project officer* à Rumbeck et Dinka lui-même, la cour coutumière a outrepassé ses droits en emprisonnant Mary. La loi internationale prohibe un tel emprisonnement et un avocat du Centre Légal des Femmes du Bahr el Ghazal va rencontrer les juges de Rumbeck pour les mettre en garde contre de tels faits. Tout a bien fini pour Mary, mais sa famille doit rendre la dot.

Les 19 autres femmes à la prison de Rumbeck ont un problème différent, celui de nourrir leurs enfants*. Beaucoup ont dû les prendre avec elles, soit qu'elles les nourrissent au sein, soit qu'aucun autre membre de leur famille n'ait voulu s'en charger. Or la prison manque de nourriture pour les femmes aussi bien que pour leurs enfants, rien n'est prévu pour les soins médicaux et les femmes dormaient à même le sol jusqu'à ce que l'UNICEF fournisse des feuilles en plastique. La seule manière qu'elles ont de se nourrir est de porter de l'eau pour les commerçants du marché local [ce qui implique qu'elles sortent de prison !]. Mais les enfants ne peuvent aller à l'école, et le plus souvent ils ne pourront plus y aller [car trop âgés] quand leur mère sortira.

La plupart des femmes sont détenues pour adultère**. Selon la loi coutumière, la femme adultère doit payer une amende équivalente à \$50, payable en bétail. Mais dans les familles dinka typiques, -les Dinka sont la principale tribu de Rumbeck-, c'est l'homme à la tête de la maison qui a seul le contrôle sur les vaches, aussi la plupart des femmes sont-elles incapables de payer l'amende et se retrouvent en prison. En dépit de l'inégalité évidente d'un tel arrangement, les juges coutumiers devraient donner à la femme plus de temps pour payer l'amende grâce à l'aide de leur parenté ... et de leur mari. Selon Kuol Monyluak, une circulaire des juges de cours plus élevées devrait suggérer aux juges coutumiers de prêter plus attention au nombre et à l'âge des enfants et d'obliger le mari, s'il ne paie pas l'amende, à prendre soin des enfants ayant dépassé l'âge de nourrisson. Etant donné que le mari doit recevoir une forte compensation du complice de l'adultère, il pourrait payer l'amende, moins élevée, de sa femme. Cependant, il s'agit de changer la situation en général. Selon la loi coutumière, les hommes peuvent être convaincus d'adultère, mais seuls les plus pauvres d'entre eux se retrouvent en prison, car la plupart du temps les hommes ont de quoi payer l'amende. Donc en cas d'adultère, l'homme sera libéré après avoir payé tandis que la femme restera un an en prison. Beaucoup de femmes déclarent avoir commis l'adultère dans l'espoir d'obtenir le divorce de leur conjoint. Mais la grande majorité de ces efforts ne rencontre pas le succès, et revenue de prison, la femme se retrouve avec

le même mari dont elle ne veut toujours plus. Elle recommence parfois et se retrouve en prison.

En juillet le MLPS a mis en oeuvre 26 lois pour gouverner la partie du Sud qu'il contrôle. L'une d'entre elles prévoit que tout doit être fait pour empêcher les mères qui nourrissent leurs enfants d'aller en prison. Ces lois ont malheureusement oublié le cas des mères qui ont avec elles un enfant d'âge scolaire.

* *Au Nord les femmes sont plus ou moins nourries en prison mais pas leurs enfants ce qui est un vrai problème.*
 ** *Au Nord l'adultère est condamnée à cent coups de fouet, peine à laquelle l'homme échappe le plus souvent « faute de preuves », le témoignage féminin n'étant pas accepté en matière matrimoniale et la maternité en l'absence du mari étant une preuve de l'adultère féminin, mais non masculin....*

Interview d'une Commissaire du MLPS

Kezia Layinwa Nicodemus est, depuis 2000, commissaire du MLPS dont elle est le seul membre dirigeant féminin. Elle fait ici appel à la communauté internationale pour soutenir le développement féminin au Soudan où des attitudes discriminatoires, y compris à la Direction du MLPS sont tenues pour normales.

Q- Comment décririez-vous la position des femmes ?

R- Les femmes n'ont pas été consultées quand les décisions ont été prises. J'essaie de faire changer les choses avec le Secrétariat pour les femmes [dont je suis présidente].

Q- Pensez-vous que les femmes soient traitées comme des citoyens de seconde classe ?

R- Non, mais leurs problèmes ne sont jamais pris au sérieux. Si une femme a une idée brillante qui est acceptée, son mari dira que c'est la sienne. Les attitudes négatives traditionnelles ont toujours existé.

Q- Comment peut-on améliorer leur position dans la société soudanaise ?

R- Le Secrétariat veut travailler sur l'éducation et la formation. Si les mères en connaissent les avantages, elles conseilleront à leurs filles d'aller en classe et d'y rester. Sinon elles ramèneront leurs filles à la maison et leurs pères les donneront à des hommes âgés qui ont beaucoup d'argent ou de vaches. Le MLPS a une loi qui envoie les filles à l'école. En première année primaire, à sept ans la parité peut exister, mais en 8ème année primaire sur 40 élèves il y aura deux filles.

Q- Qui est à blâmer ?

R- D'abord la guerre, ensuite les pères. Quand nous rencontrons les gens, nous découvrons que les mères souhaitent vraiment envoyer leurs filles à l'école. Mais quand un père décide que sa fille doit se marier, et qu'ainsi il obtiendra des richesses et des vaches, la mère se tait car traditionnellement les femmes le font. De plus elle n'a pas d'argent pour payer la scolarité.

Dans certains endroits les filles sont mariées à 14 ans, dans d'autres à 12, dans d'autres même à 10 ans ; là elles restent avec la mère de leur mari [en attendant les règles]. Il arrive que des petites filles aient des enfants à 12 ans. On s'attend à ce qu'elles en aient la première année du mariage.

Q- On dit que le SPLM dit « la paix d'abord, les droits après ». Est-ce vrai ?

R- Oui, mais les droits des femmes viendront en dernier car nos hommes pensent qu'en ayant des droits elles sortiront de la cuisine. Et qui fera la cuisine ? Maintenant peu d'hommes comprennent que s'ils ont des droits, leurs femmes aussi.

SUD (fin)

IRIN (traduit et adapté par Vigilance Soudan)

Q- Comment changer la manière dont une population pense ?

R- Par l'éducation. Les hommes ont été éduqués, cela n'a servi à rien. Il faut que les femmes le soient pour qu'elles puissent expliquer leurs droits.

Ma commission mobilise et sensibilise les femmes. Nous avons établi des structures dans chaque *boma* (unité administrative) du nouveau Soudan. A l'époque de l'inscription dans les écoles les femmes doivent s'assurer que les instituteurs inscrivent les filles.

Q- Y a-t-il beaucoup de femmes qui participent aux pourparlers de paix ?

R- Quand la direction du MLPS apprend que la communauté internationale s'inquiète à ce sujet, elle en amène deux ou trois qu'elle renvoie peu après.

Q- A part vous, y a-t-il des femmes qui occupent des positions-clé au MLPS ?

R- Je suis la seule. Même quand j'ai une bonne idée, personne ne me soutient. C'est pourquoi j'espère que dans un avenir proche nous aurons plus de femmes.

Q- Alors pourquoi avez-vous été nommée ?

R- Le Docteur Garang a vu le monde ; il sait que sans femmes il n'y a pas de développement. Il nous soutient,

mais ceux qui sont censés nous assister ne le font pas.

Q- Comment êtes-vous soutenue ? Recevez-vous un salaire ?

R- Ma commission n'a jamais reçu un sous, c'est pourquoi il m'est même difficile d'avoir des employés. Les autres commissions florissent. Les gens ont des voitures, un logement. Je n'ai pas de salaire et dois compter sur mes enfants à l'étranger pour m'entretenir.

Q- Que vaudra dire la paix pour les femmes soudanaises ?

R- Les femmes produisent la nourriture et avec la guerre elles sont toujours déplacées et ne peuvent vendre. Avec la paix, elles le pourront, et les hommes prendront leur argent. Mais quelques unes, plus intelligentes, le garderont. De plus comme elles ne seront pas toujours déplacées, plus de filles iront en classe.

Q- Que peut faire la communauté internationale ?

R- Elle peut nous aider mais par le secrétariat des femmes, autrement l'aide ne nous atteindra pas. Nous avons deux ennemis à combattre- les Arabes, les hommes. Pour les trois-quart des hommes au Soudan, accepter que les femmes sont des êtres humains est un peu loin.

Mme Louise Arbour, ancien procureur de la Cour Internationale de Justice, est nommée **Haut Commissaire des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme** en remplacement de Sergio Vieira de Mello qui fut tué lors de l'attaque du 19 août contre le siège des Nations-Unies à Bagdad (H R W 20 02).

Le **Président Béchir a réorganisé les services de Sécurité**. Ils s'appelleront désormais Service de Sécurité et de renseignements, dont le but est de sauvegarder la sécurité et l'unité du pays et de lutter contre les activités terroristes et subversives. Ce service relèvera du Président de la République (Sudan tribune, AFP 25 mars). Les unités de sécurité intérieure et extérieure avaient fusionné peu avant.

NORD

Presse :

Le directeur à Khartoum de la chaîne de télévision **Al Jazeera**, dont Vigilance Soudan avait rapporté dans son numéro 122 l'inculpation pour diffamation de l'Etat, faux reportage et violation de la réglementation sur les douanes, passe maintenant devant le tribunal de Khartoum Nord. Les officiers de sécurité et des douanes ont admis devant la Cour qu'ils n'avaient pas de mandat quand ils ont perquisitionné les bureaux de Al-Jazira et arrêté son directeur. Les officiers des douanes ont aussi admis que le transmetteur satellite qu'ils avaient confisqué était entré légalement au Soudan, contrairement à ce qu'ils avaient affirmé (AFP 04 03). Nos félicitations à l'avocat Ghazzi Suleiman.

Le **Ministre de la Justice**, Ali Mohammed Osman Yassin, a ordonné que les procureurs ne puissent **suspendre un journal pour enquête que pendant 24 heures**, temps au bout duquel le cas doit être amené devant la justice (AFP 16 03). **Vigilance Soudan espère que les forces de sécurité appliqueront cette règle**. Le quotidien indépendant **Al-Ayam** a reparu le 1er mars après 3 mois d'interruption, les autorités de la sécurité de l'Etat ayant « suspendu leur plainte ». Le **Khartoum Monitor**, un quotidien de langue anglaise qui avait été suspendu à la même époque, a été autorisé à reprendre la publication le 22 mars après 4 mois de suspension et que le rédacteur en chef ait signé un engagement à obéir à la loi et à la constitution (AFP 01 03, 24 03).

SUD

Retourner, ne pas retourner, c'est le dilemme des Soudanais du Sud, des quelques 4 millions de déplacés dans le pays et 600 000 réfugiés à l'étranger. En faveur du retour, la beauté de leur pays natal, qui bien sûr ne veut rien dire pour la jeunesse qui n'a pas connu le Sud-Soudan ; la possibilité de cultiver ce qui assure au moins la nourriture ; le rêve du retour, rêve caressé depuis le départ, il y a deux ou dix-huit ans ; l'espoir de retrouver les siens, ou au moins d'apprendre ce qui leur est advenu. Contre, les mines anti-personnel, et l'état désastreux du Sud : non seulement pas de routes, pas d'eau potable, pas de système sanitaire, pas d'électricité, qui souvent n'existent pas là où ils sont, mais encore ni administration, ni justice, ni rien à trouver au marché - il faut troquer alors qu'ils sont habitués à payer -, ni centres de santé - sans parler des hôpitaux- ni écoles. Or l'école semble à beaucoup le seul espoir d'avenir. Peut-être créera-t-on des écoles ? Mais lesquelles ? Pour les jeunes qui sont au Kenya, en Ouganda, la langue d'enseignement est l'anglais ; pour les déplacés à Khartoum qui ont souvent suivi dans les petites écoles de l'Eglise le programme gouvernemental, c'est l'arabe. L'UNHCR pense qu'en un an et demi, cent cinquante mille des six cent mille réfugiés rentreront. Elle demande l'aide internationale. Les Etats promettent, mais attendent la paix pour donner. L'UNHCR a peur d'être alors complètement débordée et prise de court.

Dans la région de **Gogrial des milliers de gens vont mourir de faim** dans les prochains mois, à moins que l'aide ne leur arrive. Non seulement les pluies ont été rares, mais 300 à 500 personnes déplacées reviennent chaque jour. Leurs biens, couvertures, savon, sel, casseroles ont le plus souvent été pillés quand ils ont quitté le Nord. L'absence de nourriture serait dû au manque de rapidité de la branche humanitaire de l'ALPS à faire connaître les besoins au PAM (Freedom Now News 11 03).

Le Japon a donné 673 700 dollars à LandMine Action UK, une ONG, pour aider le Soudan à se débarrasser des **mines anti-personnel** (AP 25 03).

TERRORISME

Deux membres du Congrès américain, Donald Payne et Thomas Tancredo, ont demandé à Bush d'enquêter sur la **responsabilité d'officiels de haut rang soudanais** dans une série d'**attaques terroristes**. Parmi ces officiels, ils en citent douze, dont le vice-Président **Ali Osman Mohammed Taha**, l'ancien ministre de l'intérieur **Nafi' Ali Nafi'**, l'ancien Conseiller de Béchir pour la paix, **Ghazzi Salah ed Din**, le ministre de l'Energie et des Mines, **Awad el Jaz**, les généraux **Salah Abdallah** et **Abdel Karim Abdallah**, respectivement directeur de la sécurité intérieure et extérieure, **Mutref Sadeg Nimeiri**, directeur au ministère des Affaires Etrangères. Les officiels soudanais considèrent qu'il s'agit d'une pression pour signer la paix et le **gouvernement soudanais a porté plainte aux Etats-Unis** contre les deux membres du Congrès. (Sudan Tribune 11 02 , 13 02 15 02 18 02).

Selon des officiels américains, parmi les 600 personnes incarcérées à **Guantanamo**, deux, dont un **Soudanais** et un **Yéménite**, ont été **inculpés de « conspiration pour commettre des crimes de guerre, meurtres, attaques de civils et de cibles civiles et actes de terrorisme »**. Leur procès aura lieu à Guantanamo devant un Tribunal Militaire qui juge des crimes de guerre et ne s'est pas réuni depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est une instance différente de la Cour Martiale.

Selon l'accusation, l'inculpé soudanais, Ibrahim Ahmed Mahmoud el Qosi, a rejoint al Qaida en 1989 et en est resté un membre jusqu'à sa capture en décembre 2001, on ignore dans quelles conditions. Il a voyagé avec ben Laden, lui servant de chauffeur, de garde du corps et d'intendant. Il fut aussi comptable et trésorier d'une société dont le but était de fournir une couverture et un financement aux actes terroristes d'al Qaida. Il a signé des chèques pour ben Laden, changé de l'argent au marché noir et transporté de l'argent pour al-Qaida. **L'accusation mentionne plusieurs actes de terrorisme attribués à al-Qaida, mais ne dit pas en quoi les inculpés y seraient liés.**

Les deux inculpés pourraient être condamnés à la prison à vie. (AFP 24 02/20 02, AP 25 02, 26 02).

La famille d'un ancien chef du FBI pour le contre-terrorisme, **tué le 11 septembre, poursuit devant les tribunaux** l'Arabie Séoudite, la Syrie **et le Soudan** pour cet assassinat et d'autres (AP 10 03).

Le chef de la force américaine basée à Djibouti a déclaré que les pays de la Corne de l'Afrique, Ethiopie, Erythrée, Soudan, Kenya, Djibouti et Yemen ont arrêté depuis décembre 2002 des douzaines de personnes liées à des groupes militants terroristes (Reuter 17 03).

L'Armée de Résistance du Seigneur (ARS) a attaqué un camp de personnes déplacées en Ouganda, **brûlant vives dans leurs huttes** 192 personnes (AP 22 02). Kofi Annan s'en est ému. Le procureur de la Cour Pénale Internationale aurait annoncé que la première enquête de la Cour serait menée sur ce massacre (La Croix 22 02). La **milice Force de Défense de l'Equatoria** combat désormais l'ARS avec l'ALPS depuis que l'ARS a attaqué Lotuku, Acholi et Lango, forçant les survivants à manger les morts. **Le but est de pacifier le Sud-Soudan avant le retour des déplacés et réfugiés.** Le leader de l'ARS, Joseph Kony, se serait fait musulman, selon des personnes qu'il a enlevées et seraient parvenues à s'échapper. **L'armée ougandaise enquête** sur l'origine des armes et des uniformes de l'ARS : leurs soldats ont les mêmes uniformes, ce qui a mené à des confusions favorables à l'ARS (IRIN New vision 03 03 Reuter New vision IRIN 05 03 Xinhua The Monitor, Kampala 08 03).

Une étude, publiée par le journal scientifique londonien *The Lancet*, dit que **parmi 300 enfants ARS** étudiés, plus de la moitié avaient été sévèrement battus, 77% avaient vu l'assassinat d'une personne. Pour IRIN, 39 % des enfants avaient eux-mêmes tué et 39% enlevé d'autres enfants. L'âge moyen d'un enfant enlevé est 12 ans. Plus d'un tiers des filles avaient été violées et 18% avaient accouché en captivité. « Etant donné que ces ex-enfants soldats sont souvent stigmatisés pour les atrocités sans nombre qu'ils ont commises, même contre leur propre peuple, leur réintégration peut être sérieusement compliquée » (UPI 16 03).

L'OPPOSITION

Toutes les composantes de l'Alliance Nationale Démocratique (AND) se sont retrouvées à Asmara du 13 au 15 février. Sadiq al Mahdi était là à titre d'observateur et une délégation du Congrès Populaire de Tourabi était présente pour prendre des contacts avec l'opposition. Garang tint l'assemblée au courant des développements du processus de paix. **La principale décision de la réunion du leadership de l'AND a été d'accepter l'adhésion** du groupe rebelle du **Darfour, l'armée de Libération du Soudan**. L'Alliance Fédérale démocratique du Soudan, autre mouvement du Darfour sans aile militaire dont le chef est Ahmed Diraij, en faisait déjà partie.

L'AND a dénoncé les actes de répression du gouvernement de Khartoum au Darfour, appelé le gouvernement à mettre un terme aux opérations militaires et à tenir des pourparlers avec le MLS, appelé la communauté internationale à mettre un terme aux atrocités au Darfour (Ministère érythréen de l'information 16 02).

Le gouvernement a suspendu ses contacts avec l'AND pour avoir accepté le SLM parmi ses membres. L'AND a répondu que le problème du Darfour était juste et méritait la compréhension de tous les Soudanais (AFP 29 02, Sudan-Tribune 28 02).

Tourabi a critiqué la politique gouvernementale au Darfour et déclaré que ce problème ne devrait pas être séparé de celui du Sud. « Sud et Darfour sont les deux côtés d'une même pièce de monnaie et ne devraient pas être séparés ». Il a également déclaré que le Tchad était impliqué dans la rébellion (AFP 24 02). Il a aussi dit à la BBC qu'il appelait à une conférence sur le Darfour à l'étranger, où les parties au conflit et les partis politiques, dont le sien et le parti Umma [très puissants au Darfour] seraient conviés. Il a ajouté qu'il garantissait son soutien et celui de son parti à tout accord entre le gouvernement et l'ALPS [Sud].